

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

20 novembre 2012

AVIS DE SUBSIDIARITÉ

**Proposition de règlement relatif à un droit
commun européen de la vente
(COM (2011) 635)**

RÉPONSE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Document précédent:

Doc 53 **1978/ (2011/2012):**
001: Avis de subsidiarité.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

20 november 2012

SUBSIDIARITEITSADVIES

**Voorstel van verordening betreffende een
gemeenschappelijk Europees kooprecht
(COM (2011) 635)**

ANTWOORD VAN DE EUROPESE COMMISSIE

Voorgaand document:

Doc 53 **1978/ (2011/2012):**
001: Subsidiariteitsadvies.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones	
LDD	:	Lijst Dedecker	
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie	

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting en bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants		Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail : publications@lachambre.be		Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be	



COMMISSION EUROPEENNE

Bruxelles, 18.10.2012
C(2012) 6855 final

Monsieur le Président,

Je vous remercie pour l'avis de la Chambre des représentants de Belgique sur la proposition du Règlement relatif à un droit commun européen de la vente {COM(2011) 635 final}. Veuillez accepter nos excuses pour le long délai pour répondre à cet avis. Les conclusions constructives de la Chambre viennent enrichir le débat interinstitutionnel sur cette proposition.

La Commission a apporté une attention particulière à ces arguments et les éléments de réponses suivants peuvent être apportés:

La Commission européenne se réjouit de lire l'appréciation de la Chambre selon laquelle "la dimension transfrontalière du droit des contrats peut motiver une intervention au niveau européen".

La Chambre remet toutefois en cause la base légale de la proposition de Règlement - Article 114 §1^{er} du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE). Néanmoins, la Commission est convaincue qu'elle a choisi la base légale adéquate. Dans le cadre des contrats de vente transfrontaliers conclus entre professionnels et consommateurs, les différences existant entre les règles nationales impératives de protection des consommateurs constituent des obstacles juridiques pour les entreprises. En outre, dans les contrats transfrontaliers entre professionnels ou entre professionnels et consommateurs, les différences de fond entre les droits nationaux représentent des obstacles économiques sous la forme de coûts de transaction qui ont un effet négatif disproportionné sur les petites et moyennes entreprises qui sont alors dissuadées de vendre leurs produits dans d'autres Etats membres. En établissant un ensemble unique de règles de droit de la vente que les parties peuvent librement choisir pour leurs contrats transfrontaliers dans l'ensemble de l'Union européenne, l'instrument proposé par la Commission réduira ces obstacles et améliorera les conditions du fonctionnement du marché intérieur.

Cet objectif peut également être atteint par un instrument optionnel. La Cour de Justice de l'Union européenne considère que le législateur européen possède une marge d'appréciation quant à la technique de rapprochement la plus appropriée afin d'aboutir au résultat souhaité. Cette marge d'appréciation permet de considérer qu'une mesure peut être légitimement fondée sur l'article 114 §1^{er} TFUE même si elle n'a pas pour effet de modifier le libellé des droits de la vente nationaux préexistants. La proposition de Règlement sur un droit commun

M. André FLAHAUT
Président
Chambre des Représentants
Place de la Nation, 2
B – 1008 BRUXELLES

européen de la vente opère un rapprochement des droits nationaux par le biais de l'introduction d'un 2nd régime de droit de la vente. Une fois que les parties à un contrat transfrontalier auront valablement choisi d'appliquer ce 2nd régime, les ordres juridiques nationaux ne pourront empêcher ce choix.

Contrairement à l'opinion de la Chambre de des représentants de Belgique, la Commission estime que la jurisprudence de la Cour relative à la société coopérative européenne n'est pas applicable au cas du droit commun de la vente. Par la société coopérative européenne, une nouvelle forme juridique transnationale de société coopérative a été mise en place, de nature spécifique et communautaire, et qui venait se superposer aux formes nationales de sociétés coopératives. Or, contrairement à la société coopérative européenne, la proposition de Règlement de droit commun européen de la vente n'établit pas une nouvelle entité légale qui ne peut être créée par la loi et qui se superposerait aux titres nationaux. Les parties ne choisissent ni ne créent un nouveau "contrat de vente européen" qui différerait conceptuellement d'un contrat national de la vente et qui serait comparable à une nouvelle entité légale ou à un nouveau droit de propriété intellectuelle invocable à l'encontre de tiers.

En revanche, l'article 352 TFUE est une base juridique résiduelle qui ne peut être utilisée que si aucune autre disposition du Traité ne confère aux institutions communautaires la compétence nécessaire pour adopter une mesure. L'article 114 §1^{er} TFUE offrant une base légale légitime au Règlement sur un droit commun européen de la vente exclue l'article 352 TFUE comme base juridique. Le service juridique du Conseil a par ailleurs confirmé le choix de la base juridique.

La proposition de Règlement respecte par ailleurs le principe de subsidiarité d'une manière particulière. Le droit commun européen de la vente s'ajoute en tant que deuxième droit de la vente aux droits nationaux de la vente, mais ne les remplace pas. Il est la solution optimale, éliminant les entraves au marché intérieur, sans porter atteinte à la souveraineté nationale. La Commission a présenté une solution innovatrice sous la forme d'un instrument optionnel qui accorde aux entreprises et aux consommateurs la possibilité de choisir le droit commun de la vente pour leurs transactions transfrontalières. Elle a ainsi tiré les leçons des négociations sur la Directive sur les droits des consommateurs qui ont illustrées les limites de l'approche d'harmonisation.

Le droit commun de la vente est entièrement compatible avec le principe même de proportionnalité. Ce dernier se limite à ce qui est nécessaire. Il n'est applicable que dans les domaines où les problèmes émergent très clairement, c'est à dire pour les contrats de vente transfrontaliers, les contrats de vente entre des consommateurs et des entreprises ainsi que dans les contrats commerciaux, où de petites et moyennes entreprises sont impliquées. En plus, les parties peuvent choisir le droit commun de la vente - volontairement. Elles ne sont pas obligées de le faire. Pour toutes les autres transactions rien ne se change. Cela est particulièrement vrai pour les opérations purement nationales. Ainsi, les opérations purement nationales, par exemples, ne sont pas couvertes par le Règlement. Le Code civil belge reste toujours applicable pour les contrats entre grandes entreprises ainsi que pour les contrats entre partis qui souhaitent ne pas choisir le droit commun de la vente.

La Chambre des représentants de Belgique met en avant des observations des partis intéressés belges selon lesquelles les entraves au bon fonctionnement du marché intérieur résulte moins dans la fragmentation des législation que dans des causes d'ordre linguistique, pratique ou culturel. La Commission européenne a toujours reconnu l'existence de tels

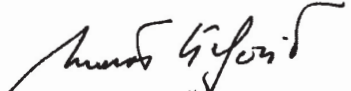
obstacles. Toutefois, les sondages Eurobaromètres ont montré que les problèmes découlant des différences entre les droits nationaux des contrats font partie des principaux obstacles au bon fonctionnement du marché intérieur auxquels font face les professionnels. Ces obstacles liés aux divergences des droits nationaux des contrats ont été cités respectivement en 1^{ère}, 3^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} position. Dans le cadre de ces transactions entre professionnels, ces obstacles liés aux divergences des droits nationaux des contrats ont été cités respectivement en 3^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} position. Compte tenu de ces problèmes identifiés dans ce domaine, la plupart des petites et moyennes entreprises ne peuvent pas se permettre d'exporter leurs produits ou bien limitent leurs activités transfrontalières à quelques pays seulement. Les consommateurs, quant à eux, se heurtent à des refus de vente dans leur pays (environ 3 millions chaque année) ou bien renoncent tout simplement à acheter à l'étranger (44% des consommateurs européens) car trop incertains du niveau de protection offert en cas de problèmes. Le manque à gagner résultant de ces obstacles s'élève, chaque année, à 26 milliard d'euros.

Lors des travaux de rédaction de cette proposition, la Commission s'est attachée à garantir un juste équilibre entre les intérêts des consommateurs et des entreprises. Le texte offre un niveau élevé de protection des consommateurs, condition sine qua non pour assurer le succès de cet instrument optionnel auprès de ces derniers et pour faire en sorte que le droit commun européen de la vente puisse devenir, à long terme, une "marque de qualité" pour les transactions transfrontalières des consommateurs, au bénéfice des professionnels. En utilisant le droit commun européen de la vente, les consommateurs auront ainsi accès à un plus grand choix de produits disponibles au sein de l'Union, à des prix plus compétitifs.

D'un point de vue des professionnels, il appartiendra à chacun d'entre eux de mettre en équilibre, d'une part, ce niveau de protection des consommateurs et, d'autre part, la possibilité de développer leurs exportations dans l'UE plus facilement et à moindre coûts sur la base d'un ensemble de règles uniques régissant les contrats de vente avec les consommateurs, disponible dans leur propre langue. Les professionnels qui n'y trouveront aucun avantage économique ne seront aucunement obligés d'utiliser cet instrument. Ceux qui, au contraire, identifieront un bénéfice, auront alors la liberté de proposer le droit commun européen de la vente à leurs cocontractants.

Pour l'ensemble des raisons présentées ici, la Commission estime à titre de conclusion que la proposition de règlement sur le droit commun européen de la vente respecte les principes de subsidiarité et de proportionnalité, repose sur une base légale adéquate et permettra d'améliorer le bon fonctionnement du marché intérieur pour les consommateurs et les petites et moyennes entreprises.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Maroš Šefčovič
Vice-président



EUROPESE COMMISSIE

Brussel, 18.10.2012
C(2012) 6855 final

Mijnheer de voorzitter,

Mijn dank voor het met redenen omkleed advies van de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers over het voorstel voor een verordening betreffende een gemeenschappelijk Europees kooprecht {COM(2011) 635 final}. Gelieve onze verontschuldiging te aanvaarden voor de late reactie op dit advies. De opbouwende conclusies van de Kamer leveren een waardevolle bijdrage tot het inter-institutionele debat over dit voorstel.

De Commissie heeft bijzondere aandacht geschonken aan deze argumenten en heeft de volgende opmerkingen dienaangaande.

De Europese Commissie is verheugd te lezen dat de Kamer van oordeel is dat de grensoverschrijdende dimensie van het overeenkomstenrecht een optreden op Europees niveau kan rechtvaardigen.

De Kamer zet echter vraagtekens bij artikel 114, lid 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU) als rechtsgrond van het voorstel voor een verordening. De Commissie is er echter van overtuigd dat zij de juiste rechtsgrond heeft gekozen. In het kader van grensoverschrijdende koopovereenkomsten tussen handelaren en consumenten vormen de bestaande verschillen tussen de dwingende nationale regels inzake de bescherming van consumenten juridische obstakels voor ondernemingen. Bij grensoverschrijdende overeenkomsten tussen handelaren of tussen handelaren en consumenten veroorzaken de materiële verschillen tussen de nationale wetgevingen bovendien economische obstakels in de vorm van transactiekosten. Deze kosten hebben een onevenredig groot negatief effect voor kleine en middelgrote ondernemingen, die daardoor ontmoedigd worden hun producten in andere lidstaten te verkopen. Door één enkel geheel van rechtsregels voor koop vast te stellen waarvoor partijen ten aanzien van hun grensoverschrijdende overeenkomsten in de hele Europese Unie vrijelijk kunnen kiezen, zal het door de Commissie voorgestelde instrument deze obstakels verminderen en de voorwaarden voor de werking van de interne markt verbeteren.

Ook een optioneel instrument is geschikt om deze doelstelling te bereiken. Het Hof van Justitie van de Europese Unie is van oordeel dat de Europese wetgever ruimte heeft om te beoordelen welke harmonisatietechniek het meest geschikt is om het gewenste resultaat te bereiken. Deze beoordelingsmarge laat de opvatting toe dat een maatregel rechtmatig op

*M. André FLAHAUT
Président
Chambre des Représentants
Place de la Nation, 2
B – 1008 BRUXELLES*

artikel 114, lid 1, VWEU kan worden gebaseerd ook al heeft hij geen wijziging van de inhoud van de reeds bestaande nationale rechtsregelingen inzake koop tot gevolg. Het voorstel voor een verordening voor een gemeenschappelijk Europees kooprecht brengt een onderlinge aanpassing van de nationale wetgevingen met zich door de invoering van een secundaire rechtsregeling voor koopovereenkomsten. Wanneer de partijen bij een grensoverschrijdende overeenkomst eenmaal een geldige keuze voor de toepassing van deze secundaire regeling hebben gemaakt, kunnen de nationale rechtssystemen deze keuze niet beletten.

In tegenstelling tot de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers is de Commissie van oordeel dat de rechtspraak van het Hof betreffende de Europese coöperatieve vennootschap niet van toepassing is in het geval van het gemeenschappelijk kooprecht. Met de Europese coöperatieve vennootschap is een nieuwe, transnationale rechtsvorm van de coöperatieve vennootschap tot stand gekomen, die een specifiek en communautair karakter heeft en die bovenop de bestaande nationale vormen van coöperatieve vennootschappen komt. Anders dan in het geval van de Europese coöperatieve vennootschap wordt in het voorstel voor de verordening betreffende een gemeenschappelijk Europees kooprecht echter geen nieuwe rechtsvorm vastgesteld die niet bij wet kan worden ingevoerd en die bovenop de nationale rechtsvormen zou komen. Partijen kiezen noch scheppen een nieuw "Europees kooprecht" dat conceptueel zou verschillen van een nationale koopovereenkomst en dat te vergelijken zou zijn met een nieuwe rechtsvorm of een nieuw intellectueel-eigendomsrecht dat jegens derden kan worden ingeroepen.

Artikel 352 VWEU vormt daarentegen een residuele rechtsgrond die slechts kan worden toegepast wanneer geen enkele andere bepaling van het Verdrag de communautaire instellingen de bevoegdheid toekent die voor het vaststellen van een maatregel noodzakelijk is. Artikel 114, lid 1, VWEU biedt een legitieme rechtsgrond biedt voor de verordening betreffende een gemeenschappelijk Europees kooprecht en sluit daarmee artikel 352 VWEU als rechtsgrond uit. De juridische dienst van de Raad heeft overigens de keuze van de rechtsgrond bevestigd.

Het voorstel voor de verordening neemt overigens op bijzondere wijze het subsidiariteitsbeginsel in acht. Het gemeenschappelijk Europees kooprecht houdt als secundair kooprecht een toevoeging ten opzichte van de nationale regelingen inzake kooprecht in, en vervangt deze regelingen niet. Het vormt de optimale oplossing omdat het de belemmeringen voor de interne markt uit de weg ruimt, zonder inbreuk te maken op de nationale soevereiniteit. De Commissie heeft een vernieuwende oplossing voorgesteld in de vorm van een optioneel instrument dat ondernemingen en consumenten de mogelijkheid biedt om voor hun grensoverschrijdende transacties te kiezen voor het gemeenschappelijk kooprecht. Zij heeft daarmee lering getrokken uit de onderhandelingen over de richtlijn inzake consumentenrechten, die de grenzen van de harmonisatiebenadering hebben aangetoond.

Het gemeenschappelijk kooprecht is volledig in overeenstemming met het evenredigheidsbeginsel. Het beperkt zich tot dat wat noodzakelijk is. Het is alleen van toepassing op de gebieden waar zich zeer duidelijk problemen voordoen, dat wil zeggen op grensoverschrijdende koopovereenkomsten, koopovereenkomsten tussen consumenten en ondernemingen alsook handelsovereenkomsten waarbij kleine en middelgrote ondernemingen betrokken zijn. Bovendien kunnen partijen op basis van vrijwilligheid voor het gemeenschappelijk kooprecht kiezen. Zij zijn daartoe niet verplicht. Voor alle overige transacties verandert er niets. Dat geldt met name voor louter nationale handelingen. De

verordening heeft dan ook geen betrekking op bijvoorbeeld, louter nationale handelingen. Het Belgische burgerlijk wetboek blijft steeds van toepassing op overeenkomsten tussen grote ondernemingen evenals op overeenkomsten tussen partijen die niet voor het gemeenschappelijk kooprecht willen kiezen.

De Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers wijst op de opmerkingen van betrokken Belgische partijen volgens welke de belemmeringen voor de goede werking van de interne markt niet zozeer het gevolg van gefragmenteerde wetgeving zijn, maar veeleer oorzaken van taalkundige, praktische of culturele aard hebben. De Europese Commissie heeft het bestaan van dergelijke belemmeringen altijd erkend. Eurobarometer-enquêtes hebben echter aangetoond dat de problemen als gevolg van de verschillen tussen de nationale regelingen inzake overeenkomstenrecht voor handelaren een van de voornaamste belemmeringen vormen voor de goede werking van de interne markt. Deze obstakels in verband met de verschillen tussen de nationale regelingen inzake overeenkomstenrecht worden respectievelijk op de eerste, derde, zesde en zevende plaats genoemd. In het kader van deze transacties tussen handelaren worden de obstakels in verband met de verschillen tussen de nationale regelingen inzake overeenkomstenrecht op respectievelijk de derde, de vijfde, de zesde en de zevende plaats genoemd. Vanwege deze op dit gebied vastgestelde problemen kunnen de meeste kleine en middelgrote ondernemingen het zich niet veroorloven om hun producten te exporteren of beperken zij hun grensoverschrijdende activiteiten tot slechts enkele landen. De consumenten stoten op hun beurt in hun land op de weigering te verkopen (wat ongeveer 3 miljoen keer per jaar voorkomt) of zien er eenvoudigweg vanaf in het buitenland te kopen (44% van de Europese consumenten) omdat ze te onzeker zijn over de mate van bescherming die zij in geval van problemen zullen genieten. De als gevolg van deze belemmeringen gederfde inkomsten belopen ieder jaar 26 miljard euro.

Bij het redigeren van dit voorstel heeft de Commissie eraan gehecht een juist evenwicht tussen de belangen van consumenten en die van ondernemingen te waarborgen. De tekst biedt een hoog niveau van consumentenbescherming, wat een conditio sine qua non is om het welslagen van dit optionele instrument voor de consumenten te waarborgen en om ervoor te zorgen dat het gemeenschappelijke Europees kooprecht op de lange termijn een "kwaliteitsmerk" kan worden voor de grensoverschrijdende transacties van consumenten, ten voordele van de handelaren. Door het gemeenschappelijk kooprecht toe te passen, zullen consumenten een grotere keuze hebben tussen binnen de Unie beschikbare producten en dat tegen scherpere prijzen.

De handelaren moeten elk van hun kant zorgen voor een evenwicht tussen enerzijds dit niveau van consumentenbescherming en anderzijds de mogelijkheid hun uitvoer in de EU eenvoudiger en tegen lagere kosten te ontwikkelen op basis van een geheel van unieke regels voor koopovereenkomsten met de consumenten, die voor deze laatsten in hun eigen taal beschikbaar zijn. De handelaren die hierbij geen enkel economisch voordeel hebben, zullen geenszins verplicht zijn dit instrument te gebruiken. Zij die daarentegen hierin een voordeel kunnen zien, zullen dus de vrijheid hebben hun medecontractanten het gemeenschappelijk Europees kooprecht voor te stellen.

Op de bovengenoemde gronden concludeert de Commissie dat het voorstel voor een verordening betreffende een gemeenschappelijk Europees kooprecht het subsidiariteits- en het evenredigheidsbeginsel eerbiedigt, op een juiste rechtsgrond is gebaseerd en een verbetering van de goede werking van de interne markt voor de consumenten en de kleine en middelgrote ondernemingen mogelijk maakt.

Met de meeste hoogachting,

Maroš Šefčovič
Vicevoorzitter